

Argentine

Germán Avé Lallemand

et les origines du socialisme

Cet article d'Hernan Diaz, inédit en français, a été traduit par Ana Laval-Munoz. Il a été publié pour la première fois en espagnol dans la revue *En defensa del marxismo* n° 17 en juillet 1997. Cette publication est l'organe théorique du Partido Obrero, groupe trotskyste d'Argentine.

Le centenaire de la fondation du Parti socialiste argentin a été célébré en 1996. Dans la construction de la pensée socialiste de notre pays, qui ne commence pas avec la fondation symbolique du parti mais naît bien avant, une place de choix revient à l'ingénieur allemand Germán Avé Lallemand. Dans le cadre d'une investigation sur les idées initiales du socialisme, il nous semble intéressant d'étudier la pensée de ce solitaire, scientifique et journaliste, qui ne cessa d'œuvrer en Argentine, sa patrie d'adoption, dès son arrivée en 1868 et jusqu'à sa mort, en 1910.

Germán Avé Lallemand, vraisemblablement né à Lübeck vers 1836 (1), est issu d'une famille de naturalistes, d'intellectuels et de scientifiques. Son père est l'ami du savant allemand Alexander von Humboldt et du naturaliste Hermann Burmeister, qui travailla de nombreuses années en Argentine et grâce auquel Lallemand s'expatrie en Argentine en 1868. Jeune géomètre diplômé en industrie minière et métallurgie, il s'installe à San Luis où il épouse Enriqueta Lucio Lucero et vit jusqu'à la fin de ses jours.

Son activité scientifique est très vaste. Ingénieur minier, géomètre, météorologue, minéralogiste, recteur de l'École nationale de San Luis, il est également journaliste et statigraphe pour les autorités de la province.

Homme du XIX^e siècle, il ne s'enferme jamais dans les sciences naturelles mais cherche, avec la même passion, à étudier en détail tout ce qui a rapport à la société et à l'histoire de l'Homme. Dans ses articles de presse, on observe nettement la distance qui le sépare des écrivains argentins de l'époque: ses connaissances, ses conceptions, ses lectures, l'aisance avec laquelle il passe des sujets internationaux aux sujets nationaux, l'habileté avec laquelle il manie les statistiques européennes, états-uniennes ou du reste du monde; tout permet d'identifier facilement ses écrits même lorsqu'ils ne sont pas signés ou le sont sous un pseudonyme.

On sait peu de chose sur sa formation concrète tant en Europe qu'en Argentine. Victor García Costa soutient que «la formation idéologique marxiste de Lallemand s'est faite en Europe» (2). Fermín Chávez, pour sa part, va jusqu'à affirmer qu'il participa «à la lutte que le socialisme allemand avait amorcée avec Bismarck». Mais tout n'est que conjecture. Il quitte l'Allemagne à 25 ans, au moment où le socialisme vient d'être fondé par Ferdinand de Lassalle. En Allemagne, le marxisme n'existe qu'à partir de 1868 et n'acquiert une réelle importance que quelques années plus tard. S'il est vrai que la Première Internationale croît très largement à travers toute l'Europe, le marxisme se limite à un petit nombre de dirigeants.

Réduits aux conjectures, nous estimons cependant que si Lallemand s'était formé dans sa jeunesse au sein du marxisme européen, nous aurions des témoignages de cette expérience: correspondance avec les dirigeants marxistes ou traces de ses idées avant 1890. Comment peut-on parler d'une précoce «formation» marxiste dans un contexte radicalement non marxiste, puis d'une "hibernation" de ses idées pendant 30 ans ?

Les hypothèses autour de la formation marxiste précoce de Lallemand servent à faire l'éloge postérieur du personnage et de ses idées. Mais nous préférons laisser là les conjectures puisque, comme nous le verrons, nous ne prétendons nullement l'idéaliser mais bien faire le bilan, dans une perspective marxiste, des zones d'ombre et de lumière de son idéologie.

Une seule certitude: Lallemand participe au Club *Vorwärts* où les émigrés allemands antimonarchistes constituent le premier noyau socialiste lié à la social-démocratie allemande. C'est de ce groupe que naît l'initiative d'unifier divers groupes de Buenos Aires et de commémorer pour la première fois le 1^{er} mai, selon une résolution du Congrès socialiste de Paris en 1889. Le Comité International ainsi formé décide de constituer une fédération ouvrière et de se pourvoir d'un organe de presse.

En décembre 1890 *El Obrero* est fondé sous la direction d'un des membres du Club *Vorwärts*, Germán Avé Lallemand, qui lui apporte vraisemblablement son soutien financier. Ses collaborateurs se nomment Augusto Kühn, Leoncio Bagés ou encore Carlos Mauli mais il en rédige la plupart des articles. Obligé de quitter Buenos Aires en février 1891, il abandonne la direction du journal à la tête duquel il ne sera resté que le temps de cinq numéros. Dès lors, c'est depuis San Luis qu'il enverra

ses articles.

Plus tard ses collaborations seront publiées dans d'autres journaux socialistes, comme *El Socialista* qui paraît de mars à mai 1893 ou *La Vanguardia* créée en avril 1894.

Lallemant collabore largement à *La Agricultura*, hebdomadaire «défenseur des intérêts ruraux et industriels», fille spirituelle de *La Nación* avec laquelle elle partagera un temps ses bureaux. Il s'agit sans doute d'une des plus sérieuses publications sur l'essor de l'économie agraire. Notre scientifique allemand finit presque par en devenir le rédacteur en chef, écrivant l'éditorial et signant deux ou trois articles de fond. Mais les lecteurs de *La Agricultura*, des propriétaires fonciers ou des éleveurs, se plaignent à plusieurs reprises de la présence excessive d'idées socialistes dans une revue qui devrait être la chasse gardée des idées réformatrices. C'est certainement pour cette raison que Lallemant et un autre collaborateur socialiste, Antonio Piñero, multiplient les pseudonymes et transforment ainsi la publication en une sorte de labyrinthe de personnalités et de styles dans lequel le chercheur d'aujourd'hui se perd facilement.

Lallemant collabore à *La Agricultura* dès 1894, année de sa création, et jusqu'en 1900. En 1896, il retourne à Buenos Aires à la demande de la revue et occupe pendant un an le poste de rédacteur en chef de cette publication. Il publie sous son vrai nom ou sous divers pseudonymes: Pirquinero, Puntano, Agrófilo, Isidro Castaño, Julián Jiménez, Marius, Demócrata, etc. Certains sont attestés, d'autres se devinent par recoupement de citations, par les connaissances exposées ou à travers le style.

Le troisième groupe de collaborations journalistiques qui nous intéresse est issu de la revue théorique de social-démocratie allemande, *Die Neue Zeit*, dirigée par Karl Kautsky. Lallemant leur envoie des collaborations dès 1894 et jusqu'à sa mort. Une douzaine de ces articles intéressants ont été traduits et publiés par Leonardo Paso, dirigeant du Parti communiste argentin.

L'activité politique de Lallemant

Il faut noter que l'activité politique de Lallemant, dans le cadre du socialisme, fut assez limitée. S'il participa au Club *Vorwärts* et s'y distingua parmi les marxistes, il ne prit part à aucune des plus importantes réunions de la décennie. Il ne participa pas au Comité international de 1890, pas plus qu'à la réunion constitutive du Groupe socialiste de Buenos Aires (le véritable acte fondateur du Parti socialiste argentin) et ne fut directeur de *El Obrero* que pendant deux mois. Il ne figure pas non plus sur la longue liste du comité central élu en avril 1895, ne participe pas à la convention du parti en octobre de la même année ni n'apparaît en tant que délégué au congrès constitutif de juin 1896 puisqu'il vit alors à Buenos Aires.

En revanche, il est candidat lors des premières élections législatives auxquelles le Parti socialiste se présente en mars 1896. Sa candidature a été validée par le vote d'une assemblée plénière du parti, un mois auparavant, sur une proposition du Club *Vorwärts*. Il est second sur la liste, après le docteur Juan B. Justo.

De toute évidence, le *Vorwärts*, dont d'autres dirigeants font partie de l'élite socialiste, présente la candidature de Lallemant comme une figure de prestige pour la classe moyenne argentine. Juan B. Justo, déjà connu depuis plusieurs années comme médecin et dirigeant radical, est sans doute lui aussi une «image» acceptable pour les secteurs non ouvriers mais reste une figure militante étroitement liée à la direction du parti. Lallemant en revanche, apparaît presque comme une figure extérieure au parti, comme un adhérent de grand prestige dans la presse et dans les cercles scientifiques du pays qui, par ses idées – et non par son activisme – concorde avec le parti ouvrier émergent. Lors des élections qui suivront, Lallemant ne sera plus candidat socialiste.

À San Luis, sa province d'adoption, il prend part au radicalisme naissant dès 1890 (c'est-à-dire avant son adhésion à la section de Buenos Aires) et jusqu'à sa mort. En décembre 1890, il est secrétaire de l'Union civique populaire (celle-ci ne s'est pas encore éloignée de Bartolomé Mitre). L'année suivante, il participe à la campagne qui portera Teófilo Saá au pouvoir. En 1905, son nom figure sur la liste des électeurs de l'Union provinciale et en 1908, il fait partie du Bureau de l'Union civique radicale de San Luis.

En d'autres termes, militant actif du radicalisme à San Luis, Lallemant n'est qu'un adhérent enthousiaste du socialisme de Buenos Aires. Ses défenseurs, le nationaliste prochinois José Ratzer (3), le nationaliste sandiniste Rodolfo Puiggrós (4), le stalinien Leonardo Paso (5), le péroniste Fermín Chávez (6), le socialiste Víctor García Costa (7), défendent précisément cet aspect de sa carrière politique. Leurs arguments sont fondés sur l'inexistence de mouvement ouvrier à San Luis et sur l'économie archaïque de la province. Mais cet aspect, qui pourrait ne révéler qu'une simple question «tactique», prend toute son importance si l'on considère que Lallemant fut capable de voir, à son époque, quelle était la mission des révolutionnaires en soutenant une bourgeoisie qui luttait contre la corruption et le parti unique. Cette tactique «non sectaire», pro-bourgeoise et par là même acceptée par la gauche centriste des années suivantes, trouve sans doute son origine chez Marx puisque ce dernier affirmait, dans son *Manifeste communiste*, que «les communistes soutiennent tout mouvement révolutionnaire contre l'état de fait social et politique existant» (8).

Mais que déclare Lallemant au sujet de la révolution de 1890 et de l'Union civique radicale ? «Obéissant à l'action civilisatrice du capital l'Union civique, brandissant le drapeau du régime pur

de la société bourgeoise, s'est soulevée.» «L'ère du régime bourgeois pur implique un réel progrès (...) et nous acclamons cette nouvelle ère avec une grande satisfaction (9).» Ainsi la révolution des années 90 marque le début, à court ou à moyen terme, du régime capitaliste pur qui remplace le régime despotique (10). C'est dans ces circonstances que «l'Union Civique, championne courageuse et désintéressée de la démocratie, des garanties institutionnelles et de la liberté bourgeoise, a vu le jour» (11). En 1903, dans un article pour le *Die Neue Zeit*, il exalte de nouveau le rôle du radicalisme: «Un puissant parti d'opposition s'est déjà formé, le nombre de ses adhérents augmente rapidement et son programme radical, dirigé contre la corruption inouïe et une piètre administration, prône ouvertement la force des armes comme argument inévitable pour les prochaines élections (12).»

Plus clairement, il affirme dans *La Vanguardia* en 1894: «Le Parti Radical est aujourd'hui l'élément révolutionnaire de l'Argentine, né de la crise économique et destiné à transformer nos institutions politiques en outils parfaitement adaptés aux intérêts capitalistes (13).» Cette phrase met définitivement un point final à la défense «marxiste» de Lallemand. Puisque Marx propose de soutenir tout mouvement révolutionnaire et que Lallemand considère que le radicalisme est l'élément révolutionnaire en Argentine, militer au sein du radicalisme et devenir un acteur de la révolution à partir de cette position s'impose. La thèse développée par l'italien Ferri quinze ans plus tard risque alors de devenir séduisante: en Argentine, le parti socialiste est une fleur exotique qu'il n'y a pas lieu de créer et qui jouera, pour ainsi dire «par défaut», le rôle du républicanisme européen.

Mais en réalité, le socialisme s'est construit, s'est développé; des syndicats ouvriers aux intérêts et programmes indépendants ont vu le jour. L'anarchisme aussi est apparu et a acquis une importance de taille dans les rangs ouvriers, précisément à partir du moment où les socialistes ont refusé de considérer la question ouvrière d'un point de vue révolutionnaire. Juan B. Justo et les fondateurs du PS ne sont ni des fous ni des «résignés idéologiques»; tout en estimant que le moment n'était pas approprié, ils fondent le parti comme une sorte d'«antécédent historique».

Le socialisme et l'anarchisme sont apparus, puis ont gagné du terrain durant toute la décennie des années 90 grâce aux centaines de radicaux déçus par la politique lâche de leur parti. La gauche s'éloigne du radicalisme précisément parce qu'elle voit qu'il ne constitue pas l'élément révolutionnaire argentin. À partir de ce moment et pendant 20 ans, le radicalisme va se transformer en un groupe éloigné des masses, plus proche des militaires que de la classe moyenne, source présumée de sa force, et son seul mot d'ordre sera: des élections sans fraude. Pendant ces années qui vont de 1890 au Centenaire de 1910, l'axe de la révolution passe par l'essor ouvrier, son organisation et ses luttes. Le radicalisme disparaîtra de la scène politique jusqu'à ce que la défaite sanglante infligée par l'État à la classe ouvrière ne permette de penser à une réforme électorale expressément faite pour que le parti radical devienne le porte-parole des illusions des masses.

Ce qui peut être vrai pour une longue période historique considérée dans l'absolu ne correspond nullement à la politique à développer concrètement. S'il est vrai que la crise des années 90 marque, pour ainsi dire, l'entrée chaotique de l'Argentine dans le capitalisme moderne international et que le radicalisme veut généralement représenter le régime politique de la démocratie bourgeoise: un siècle est passé et ce régime est toujours en place. Pire encore, il ne menace pas de s'écrouler. Même si parmi les illusions des bases du radicalisme des années 1890 se niche le désir de constituer une démocratie parlementaire moderne, les incohérences économiques du pays, la coexistence de formes capitalistes et de formes précapitalistes ne permettront jamais que cette démocratie se développe selon le modèle européen ou nord-américain. La véritable démocratie n'a aucun avenir dans un pays en retard comme l'Argentine, comme le prouve la vision à court terme du radicalisme qui peine à proposer autre chose que le suffrage universel.

Du point de vue démocratique, le socialisme argentin propose un programme plus révolutionnaire. Il prône la séparation de l'Église et de l'État, la confiscation des biens du clergé, la suppression du pouvoir exécutif, la fin de l'armée de métier, le désarmement du peuple, la révocabilité des fonctionnaires, la suppression du Sénat, etc. (14)

Enfin, Marx prônait l'appui de tout mouvement révolutionnaire, mais il ne prôna jamais l'adhésion à des partis bourgeois. La province argentine de San Luis est arriérée mais le Parti socialiste se présente comme un parti national et non comme un parti de Buenos Aires. La permanence de Lallemand au sein de l'Union Civique de sa province ne se justifie donc pas par ces questions tactiques, mais est en lien avec sa conception surdimensionnée du radicalisme, porte-drapeau conséquent du capitalisme argentin.

Elle s'apparente également au caractère vil et pro-bourgeois des staliniens de tout poil. Dans leur aveuglement, ils revendiquent aussi bien la fondation du Parti socialiste que la militance radicale de Lallemand, comme si les deux étaient compatibles. Tous les arguments en faveur du soutien à apporter à l'UCR de San Luis valent pour le soutien de l'UCR nationale: besoin de développer la démocratie, retard économique et faible maturité du prolétariat. Ces mêmes arguments servent aujourd'hui à soutenir le radicalisme, le péronisme et la gauche centriste. Et ils servent généralement à soutenir n'importe quel groupe bourgeois de la planète. C'est ainsi que l'on s'aperçoit que les staliniens sont des défenseurs stratégiques du soutien à la bourgeoisie.

La grande propriété et l'industrie

Lallemant a beaucoup écrit sur l'économie argentine. Dans ses articles parus dans *La Agricultura*, revue pourtant destinée aux moyens et grands propriétaires terriens, il s'efforce d'expliquer patiemment la théorie de la valeur, de la plus-value, de la rente foncière, des notions d'économie politique marxiste à partir desquelles il élabore sa conception de la réalité nationale. Nous étudierons en détail quelques-unes de ses idées pour mettre en évidence le diagnostic qu'il trace de l'Argentine et la solution qu'il défend.

Lallemant part de l'idée que la division internationale du travail a voulu que l'Argentine soit un pays agricole. S'y opposer de façon fictive revient à essayer de détourner la nature même du pays. «Notre destin, à cause de la terre, de la faible population, de l'histoire, est d'être un pays agricole et d'approvisionner le reste du monde en matières premières (15).»

Il se montre clairement défavorable à une grande industrie nationale. «Il existe deux brasseries, trois ou quatre usines de phosphore, autant de chaussures, une demi-douzaine de distilleries, une filature de laine, six bonneteries, et elles ne parviennent pas à vendre le quart de ce qu'elles produisent avec leurs petites machines (*sic*), une papeterie et une usine de dynamite !» (16). Il n'y a pas de marché pour une grande industrie. Nous avons une population peu importante, aux habitudes alimentaires simplissimes et un climat très doux; c'est pourquoi les besoins alimentaires, vestimentaires et immobiliers sont minimes.

Il dénonce le fait que, depuis 1876, on protège cette petite industrie et met en évidence que ces produits destinés à la consommation nationale sont plus chers que ceux qui seraient importés. Il s'oppose à ce minuscule protectionnisme qui entretient une industrie artificielle, retardée et onéreuse pour le peuple. Il se fait le défenseur de l'agro-industrie, liée aux produits de la terre, directement destinée à la consommation de la population locale et non orientée vers le marché national, encore moins international. La grande ennemie de cette petite industrie nationale se révélera être la grande industrie nationale et non les produits manufacturés européens. «L'industrie créée artificiellement sous le système du protectionnisme n'augmente pas le niveau de productivité de la nation; elle le ralentit au contraire car le protectionnisme est un obstacle au développement de l'agriculture qui a besoin aujourd'hui des cours les plus bas de tous les moyens de subsistance. En pouvant réduire ainsi le coût de ses produits, elle sortira victorieuse de la lutte qu'elle doit mener pour être compétitive sur le marché mondial.» (17)

Il ne se contente pas de dénoncer l'industrie nationale artificielle, il plaide également en faveur du libre-échange et condamne le protectionnisme (18). Il partage sur ce point l'opinion de Juan B. Justo comme le démontre Norberto Malaj dans son article sur les origines du socialisme argentin (19).

Ceci explique donc la position connue de Lallemant en faveur de la grande propriété. Dans une série d'articles parus dans *La Agricultura* qui donnèrent lieu à une large polémique, il se prononce en faveur de la capitalisation des grandes propriétés et contre la colonisation qui génère une masse d'affermataires, de métayers et de prolétaires ruraux autour et au sein même des grandes extensions agricoles consacrées à l'élevage.

«Sous sa forme actuelle, la colonisation représente un danger, un malheur et un opprobre pour le pays ! (20)» «De telles conditions de vie rendent la civilisation impossible (21).» «Nous avons besoin de développer l'exploitation des grandes propriétés. Non pas de la grande propriété foncière sans capital dynamique mais une exploitation capitaliste de vastes terres aux mains d'entrepreneurs solides ou de sociétés anonymes (22).»

Au sujet de l'avenir du problème agraire, il déclare: «L'époque de la colonisation est en voie de disparaître car le produit du travail du colon n'est pas suffisant pour répondre aux exigences du marché international; ceci explique le déclin de la colonisation (23).»

En toute logique, le grand propriétaire foncier est celui qui possède le capital nécessaire à l'acquisition des machines les plus modernes et à l'exploitation des terres de façon rationnelle et efficace. La petite propriété aura toujours une mécanisation moindre, de faibles rendements, se développera bien peu et subira, entre autres, l'appauvrissement des sols. Mais le grand propriétaire s'est toujours consacré à l'élevage, et les affermataires et petits propriétaires à l'agriculture. Or Lallemant veut que la grande propriété rurale se consacre à l'agriculture, sans fermage et réalise de «véritables» investissements. Mais l'élevage offre des gains importants et faciles au propriétaire et ce dernier ne «comprend» pas les arguments de l'ingénieur allemand qui le regrette profondément: «Quel dommage que l'envers de la médaille [l'élevage] soit si laid; appauvrissement toujours croissant des masses, accumulation des déficits fiscaux, moratoires et banqueroute de l'État.»

Sur ce thème précis, les idées de Lallemant sont quelque peu contradictoires. En principe, il est impossible que la grande propriété se consacre à l'agriculture hors fermage, petite parcelle ou petite propriété; cela implique donc l'apparition d'une classe paysanne opposée au grand propriétaire terrien qui opprime et exploite le paysan par le biais du loyer, des pressions financières, du moulin, du crédit, etc. Contrairement aux dires de Lallemant, derrière l'essor de l'agriculture aux dépens de l'élevage, se cache en réalité la lutte entre petite et grande propriété.

Ainsi, pour Lallemant, le capitalisme se développera en Argentine à travers la grande propriété et non à travers l'industrie ou la petite propriété agraire. Ces deux dernières, en plein déclin, ne

survivent que grâce à la protection ou à l'auto-exploitation démesurée du paysan, coûteuse et inefficace. Cela prouve que, selon Lallemand, le capital argentin doit emprunter, pour être victorieux, un chemin bien différent de ceux des modèles européen et nord-américain. Dans ces deux cas, le capitalisme urbain a eu besoin de la réforme agraire, du morcellement de la propriété foncière et de la mécanisation de la production. Cela a généré non seulement un besoin en machines auquel la ville a pu répondre, mais a alimenté également, grâce à la multiplication des cultures, un vaste marché interne. Agriculture et industrie se sont donc développées simultanément et non selon le schéma erroné de Lallemand: la possible existence d'une grande propriété agricole mécanisée, indépendante de la ville et exclusivement consacrée à l'exportation.

Le socialisme argentin n'a pas un programme très élaboré au sujet de la question agraire. Le programme de 1896 mentionne à peine le fait que, l'ensemble du territoire argentin étant désormais occupé, l'exploitation capitaliste de la terre gagne du terrain; remarque banale s'il en est. Ce n'est qu'en 1902 que le leader socialiste Juan B. Justo, après son passage dans le village de Junín, élabore des thèses approuvées par la suite lors du quatrième congrès du Parti socialiste à La Plata. C'est là qu'entre autres sont intégrées au programme minimal du parti l'abolition des impôts qui grèvent l'agriculture, l'exemption fiscale pour l'habitat ouvrier rural, les contributions directes et proportionnelles sur la rente foncière, la réglementation du travail agricole. Les socialistes se font les défenseurs du petit propriétaire, de l'agriculteur et du prolétaire rural, victimes de l'exploitation et acculés à la misère par les grands propriétaires, les banques et les impôts. Dans un article de 1914, Juan B. Justo réaffirmera cette défense du paysan et attaquera violemment les grands propriétaires; faisant ainsi écho à la révolte paysanne de Santa Fe, connue sous le nom de «Grito de Alcorta».

Dans *Théorie et pratique de l'histoire*, publié en 1907, Juan B. Justo développe un concept opposé à celui élaboré par Lallemand dix ans plus tôt: la propriété de la terre, contrairement à l'industrie qui tend à se concentrer, tend à se subdiviser jusqu'à atteindre un point d'équilibre précis. Celui d'un terrain suffisamment grand pour pouvoir y réaliser des investissements importants mais suffisamment petit pour pouvoir y contrôler le travail et économiser ainsi sur les transports.

En Europe, la dernière décennie du XIX^e siècle voit l'émergence d'un grand débat sur la question agraire au sein de la II^e Internationale. L'aile droite de la social-démocratie allemande, sous la pression du petit paysan bavarois, plaide en faveur de l'incorporation au programme socialiste des mesures de défense fiscale du paysan. Le centre marxiste (Kautsky, Engels, Lafargue) réagit contre cette tendance, la jugeant utopique et franchement réactionnaire. De ce débat naît *La question agraire* de Kautsky qui présente certains points communs avec l'idéologie de Lallemand. Ce dernier, ou Antonino Piñero, obtient d'ailleurs la publication, en octobre et novembre 1900, d'une traduction par chapitres de cet ouvrage dans *La Agricultura*.

Il est impossible de comparer les débats sur la question agraire en Europe avec ceux menés en Argentine. En Europe, les terres non cultivées ne représentent qu'une faible proportion alors qu'en Argentine des millions d'hectares sont consacrés aux pâturages ou voués à la spéculation. Le socialisme, avant de se préoccuper de l'obtention de crédits souples et d'exemptions fiscales, doit exiger la nationalisation de la terre. L'État doit prendre en charge la plus grande richesse du pays pour la donner à tous ceux qui souhaitent la travailler au profit de la nation et non au profit d'une petite oligarchie. Cette répartition va de pair avec le peuplement rural, l'extension de l'agriculture et la destruction du pouvoir oligarchique. En tout logique, seul le socialisme est apte à mener à bien ce programme.

La lutte contre l'impérialisme

La crise des années 90 trouve aussi son origine dans la crise de la dette extérieure. Dès 1891 l'Argentine est en cessation de paiement et accepte, malgré des clauses désavantageuses, le moratoire proposé par l'impérialisme britannique. Dix années lui seront nécessaires pour retrouver un certain équilibre grâce, bien entendu, à l'éternelle recette du capitalisme: hausse du coût de la vie et surexploitation ouvrière.

«Sans conquêtes politiques, sans navires ni canons, le capital anglais exprime d'Argentine, en valeur relative, 17 fois plus que ce qu'elle extrait de son empire des Indes.» «Cinq ou six banquiers londoniens... dictent au gouvernement de Buenos Aires, par l'intermédiaire de l'ambassadeur argentin, ce qu'il doit faire ou cesser de faire.» «Le pays ne supporte plus les charges et ploie sous le joug de l'impérialisme britannique et sous l'irresponsabilité de sa propre administration.»

Il analyse ainsi la dépréciation de la monnaie argentine: «La souveraineté de la Bourse sur la Nation est indéniable. Le billet vaut autant que ce que la Bourse, représentante du capitalisme international, est prête à donner pour l'obtenir; autrement dit autant que le crédit contracté par la Nation auprès du capital, pas un centime de plus.»

Lallemand n'est cependant pas un opposant à l'action de l'impérialisme en Amérique du Sud: «Le drapeau étoilé (des États-Unis) flottera bientôt sur cette partie du continent; le destin de ces misérables républiques, totalement incapables de se gouverner, sera alors déterminé par la Maison Blanche à Washington. Que cela se réalise rapidement, car là est la seule solution pour que l'Amérique du Sud puisse un jour s'ouvrir à la culture et à la civilisation.»

«Le développement libéral bourgeois de l'Amérique du Sud, son affranchissement du système de

domination et de violence des oligarchies toutes-puissantes, ne seront possibles que lorsque le panaméricanisme aura déployé ses ailes sur ce continent. L'oligarchie est l'ennemi juré du panaméricanisme.»

La critique de l'action impérialiste s'élabore donc du point de vue de la violence et de l'usure qu'elle représente mais, malgré cela, elle représente aussi le capitalisme, la civilisation, le progrès, l'administration efficace. Nul besoin de lire l'œuvre de Lénine sur l'impérialisme, parue en 1915, pour se rendre compte que l'intervention du capital international dans les républiques arriérées d'Amérique du Sud n'entraîne aucun progrès économique réel. Au contraire, le capital agit en tant qu'usurier de l'État et investit dans les domaines qui nous condamnent au retard économique en maintenant une structure agraire fondée sur la grande propriété.

Le panaméricanisme est l'expression idéologique de la tentative nord-américaine de dominer l'ensemble du continent, concrétisée par la politique d'agression yankee en Amérique centrale, aux Caraïbes, en Bolivie, etc. Excepté en Argentine et en Uruguay où l'impérialisme britannique recueille des appuis, les oligarchies locales sont les associées les plus enthousiastes du panaméricanisme. L'opposition au panaméricanisme apparaît à cette même époque au sein de la petite bourgeoisie latino-américaine. Lallemand, au nom du progrès et de la civilisation, se positionne à droite de ce mouvement émergent.

En conclusion, sa conception de l'impérialisme comme facteur de progrès en Amérique du Sud coïncide avec l'idée que la grande propriété est l'introducteur du capitalisme dans les zones rurales. Sa pensée met en valeur les atouts d'un capital plus concentré et plus développé. Or, l'une des caractéristiques du marxisme est de considérer non seulement le développement du capital mais aussi celui de ses contradictions. Et les contradictions du capitalisme ne se résument pas à la lutte politique du prolétariat: le capital engendre des contradictions dans la reproduction même de sa domination économique. C'est en temps de crise et de guerre que s'exprime la suprême contradiction du capital avec lui-même. C'est au sein de ces contradictions que le prolétariat agit politiquement et parvient à mettre fin à la domination de la bourgeoisie.

«Nous savons que tous les phénomènes économiques actuels visent un même but: l'appauvrissement des masses et la diminution de leur pouvoir d'achat, accentuant ainsi les effets de la surproduction et entraînant l'effondrement des cours, jusqu'à ce que le capital ne verse plus qu'un revenu insignifiant et que les masses désespérées en finissent avec l'ordre social en vigueur et le mode capitaliste de production.» Il est intéressant de souligner que pour Lallemand, dans ce passage, la révolution est issue du «désespoir» des masses. Ce désespoir reste cependant un facteur marginal; il ne peut prendre une forme révolutionnaire sans avoir accumulé auparavant une expérience politico-historique.

Par ailleurs, la révolution ne survient pas comme réponse à l'exploitation universelle et homogène du prolétariat: les colonies se rebellent contre les métropoles, les classes moyennes contre les oligarchies, les paysans contre les grands propriétaires terriens, les secteurs bourgeois expropriés contre leurs concurrents qui triomphent. Lallemand conçoit la stratégie du grand capital triomphant, mais sous-estime le rôle du capital dépendant, petite propriété foncière ou capital national, face à l'impérialisme. Il est curieux de constater que malgré de telles conceptions, un national-marxiste comme José Ratzler se soit réclamé de Lallemand alors que la pensée de ce dernier était alors plus anti-nationale et pro-oligarchique que celle de Juan B. Justo.

Les critiques du réformisme

Lallemand critique à maintes reprises le socialisme réformiste et prend ses distances vis-à-vis de ce dernier. Fin 1896 il déclare que le socialisme «se réduit aux 300 membres du Club *Vorwärts* et parmi eux, combien sont de vrais socialistes convaincus ?» Au sujet du Parti socialiste récemment constitué, il affirme que s'y mêlent Marx et Spencer, Lombroso et Ferri, l'accusant ainsi d'une indéniable hétérogénéité idéologique. Dans un article pour *Die Neue Zeit*, il dénonce la base idéologique instable du socialisme et met exagérément l'accent sur le rôle des Allemands du *Vorwärts*. Il dénonce la publication, par une maison d'édition fondée par des socialistes, d'une traduction d'un ouvrage de Ferri, socialiste italien évolutionniste, devenu depuis la «bible des socialistes du coin».

«Ce même éditeur a également publié le médiocre livre d'un étudiant ignorant, truffé d'absurdités [il s'agit de *Qu'est-ce que le socialisme* de José Ingenieros]... Les camarades allemands du *Vorwärts* se sont insurgés contre cet ouvrage alors que l'édition en espagnol de *La Vanguardia* socialiste refuse de débattre sur ce sujet, probablement pour ne pas faire de tort à la maison d'édition. *La Vanguardia* publie fréquemment, sans le moindre critère de sélection, des traductions d'articles de Ferri et de Lorio.»

«Sans les camarades allemands, la totalité des ouvriers serait tombée entre les mains des anarchistes.»

Dès 1908, il dénonce durement le réformisme du parti de Juan B. Justo: «Le Parti socialiste, amoindri, a sérieusement souffert, bien que ses actions soient on ne peut plus tranquilles et timorées. La quasi-totalité de ses chefs est passée dans le camp de Turati comme cela s'est clairement vu lors du Congrès d'Amsterdam. Ce changement lui a valu peu de sympathie de la part

des ouvriers du secteur (...). Les éléments moteurs du parti socialiste sont des idéologues bourgeois qui ne sont pas prêts à traverser un certain Rubicon; voilà pourquoi ils s'apparentent à des disciples de Turati.»

Lallemand fait ici référence à un congrès de l'Internationale socialiste à Amsterdam, en 1904, durant lequel l'aile gauche tenta de liquider définitivement le révisionnisme à la Bernstein. L'aile droite, Turati en tête, s'y opposa; c'est à cette fraction que le socialisme argentin apporta son soutien.

On ne peut cependant pas accepter en bloc ces affirmations de Lallemand. Premièrement, croire que le groupe *Vorwärts* est un secteur marxiste homogène n'est qu'une utopie. Dans un article paru dans *Prensa Obrera*, nous avons démontré qu'un grand éclectisme, rappelant en certains points la théorie de Lasalle, régnait au sein du Club *Vorwärts*. C'est ainsi que l'appel du 1^{er} mai 1890 lancé par le Congrès socialiste de Paris devint pour eux «fête du travail».

Une question de taille: d'où émane la critique du réformisme socialiste formulée par Lallemand ? du Bureau de l'Union civique radicale de San Luis ? Cette hypothèse devient plausible si l'on connaît la théorie de José Rartzler et Puiggrós sur l'existence au sein du socialisme argentin d'un «courant», dont Lallemand est le chef de file, opposé dès le début au réformisme pro-impérialiste de Juan B. Justo. Selon eux «Lallemand et son groupe», guidés par leur sens du bien national et populaire, auraient agi comme contrepoids de gauche et pourraient être considérés comme l'origine larvée, embryonnaire de ce que fut le socialisme révolutionnaire matérialisé par la fondation du Parti communiste en 1918. Mais laissons de côté ces élucubrations qui nous parlent d'un groupe qui ne se reconnaît pas en tant que tel, qui n'énonce ses positions qu'occasionnellement et loin du mouvement ouvrier local et qui, en bien des aspects, ressemble à son présumé «ennemi» réformiste.

Conclusion

Germán Avé Lallemand s'est davantage illustré comme scientifique que comme militant socialiste. Alors que le radicalisme de San Luis donna un cadre à son activité politique, sa participation au socialisme local se réduit à la publication du journal *El Obrero* pendant quelques mois, à sa candidature parlementaire en 1896 et à ses contributions à la meilleure revue du marxisme international, *Die Neue Zeit*, dirigée par Karl Kautsky.

Son activité journalistique fondamentale se développe au sein d'une publication bourgeoise visant à encourager l'agriculture, objectif qui coïncide avec le propre pronostic de Lallemand sur l'Argentine. Parallèlement il combat l'industrie nationale, glorifie le rôle de la grande propriété foncière et exalte le rôle de l'impérialisme comme facteur de civilisation des pays sud-américains.

Une partie importante de sa production journalistique (y compris ses articles parus dans des revues bourgeoises) présente un trait commun: il y explique en détail les concepts de base des conceptions économiques de Marx, citant largement ce dernier ainsi qu'Engels, publiant intégralement l'œuvre de Kautsky sur *La question agraire*, donnant des nouvelles du socialisme européen, etc. Cette défense du marxisme nous amène à reconsidérer ses idées et ses apports au socialisme argentin, car nous défendons le camp dans lequel il souhaita s'inscrire et c'est dans ce cadre précis que nous cherchons à le critiquer. Sans ce cadrage, fouiller les archives à la recherche de ses articles n'aurait aucun sens.

Cela n'enlève rien à ses efforts constants pour trouver une solution au problème de l'invasion des langoustes, pour faire la description géologique et phyto-zoologique du pays ou proposer des «aides» au fermier et au propriétaire argentins. Nous ne pouvons contester l'activité journalistique de Lallemand, mais cela ne doit pas nous empêcher d'établir un bilan objectif de ses propositions et de leur impact.

Loin de nous l'idée d'affirmer que notre militantisme au sein du socialisme suffit à dresser un bilan positif de son œuvre. Dans cet article, nous avons étudié certains aspects de sa pensée dont la valeur est manifeste, indépendamment de leur connexion avec le mouvement ouvrier argentin. Mais une position non engagée n'aurait pu engendrer ses critiques du réformisme socialiste, car elles impliquent directement sa conception de ce qu'est ou n'est pas un parti révolutionnaire.

L'ensemble de ses postulats correspond parfaitement à son militantisme radical à San Luis. Comme nous l'avons vu, Lallemand plaide pour le triomphe du grand capital, de la grande propriété foncière, de l'impérialisme, de la grande industrie européenne. Il considère également qu'avec l'introduction de l'Argentine dans le cycle capitaliste mondial, commence l'ère du triomphe de la démocratie libérale bourgeoise dans ce qu'elle a de chimiquement pur: suffrage, libertés démocratiques, parlementarisme, etc. Le radicalisme, et non le socialisme, est l'atout que cette démocratie doit jouer. En effet, si le socialisme est le seul à pouvoir fournir un diagnostic scientifique de la réalité, son rôle politique se résume à une tâche de «maintien» idéologique jusqu'à ce que le désespoir des masses ne fasse sonner le glas du capitalisme. Ce n'est qu'une fois la démocratie consommée que le socialisme commencera à primer entre les masses. Si les nationalistes de tout acabit se revendiquent de Lallemand, c'est qu'ils partagent avec lui les mêmes idées, aujourd'hui encore. L'Amérique latine doit encore développer sa nationalité et ses institutions démocratiques; l'heure du socialisme n'a pas encore sonné. Que font donc ces militants au sein de la gauche ? Soyons optimistes: certains ont déjà pris conscience que leur véritable place

se trouve dans les rangs des partis bourgeois.

L'existence, autour de Lallemand, d'un groupe qui aurait conservé clandestinement un marxisme révolutionnaire au sein d'un socialisme majoritairement réformiste est une pure invention de Puigrós et Ratzler. Un tel groupe, un tel marxisme révolutionnaire, une telle genèse n'existent pas. Les auteurs ne cherchent qu'à se raccrocher émotionnellement à un «mythe originel» qui démontrerait que les «ancêtres» de leurs idées n'avaient pas tous joué le mauvais rôle. Pour que leurs critiques de Juan B. Justo soient plus convaincantes, ils inventèrent un Lallemand rebelle, «injustement oublié».

Le véritable marxisme révolutionnaire ne croit pas aux origines pures et passe tout au crible de la critique car c'est uniquement d'elle que naîtra la compréhension objective des conditions qui forgèrent l'histoire du mouvement ouvrier.

Hernan Diaz, *En defensa del marxismo*, juillet 1997

Notes

1. Ferrari, Roberto A., Germán Avé Lallemand, ICCED, San Luis, 1993. L'article de Fermín Chávez «Un marxista alemán en San Luis», a été publié dans *Todo Es Historia* n° 310, mai 1993.
2. García Costa, Víctor O., *El Obrero: selección de textos*, CEAL, Buenos Aires, 1985.
3. Ratzler, José, *Los marxistas argentinos el 90*, Pasado y Presente, Córdoba, 1969. Voir aussi *El movimiento socialista en Argentina*, Agora, Buenos Aires, 1981.
4. Puigrós, Rodolfo, *Historia crítica de los partidos políticos argentinos*, Argumentos, Buenos Aires, 1956, p. 151.
5. Paso, Leonardo, *La clase obrera y el nacimiento del marxismo en la Argentina*, Anteo, Buenos Aires, 1974.
6. Chávez, Fermín, *op. cit.*
7. García Costa, Víctor, *op. cit.*
8. Marx, Karl et Engels, Friedrich, *Manifeste du parti communiste*.
9. García Costa, Víctor., *op. cit.*, p. 42.
10. *Idem*, p. 46.
11. *Idem*, p. 47.
12. Paso, Leonardo, *op. cit.*, p. 195.
13. En *La Vanguardia*, 21 juillet 1894, cité par Emilio Corbière dans l'introduction à Bauer, Alfredo, *La Asociación Vorwärts y la lucha democrática en la Argentina*, Legasa, Buenos Aires, 1989, p. 19.
14. Oddone, Jacinto, *Historia del socialismo argentino*, Talleres Gráficos La Vanguardia, Buenos Aires, 1934, 2 tomes.
15. «La industria nacional», *La Agricultura* n° 189, 13-8-96, p. 600.
16. «La exposición proyectada. Agricultura e industria. Lo que hace falta», *La Agricultura* n° 181, 18-6-96, p. 464.
17. «La industria nacional», *La Agricultura* n° 189, 13-8-96, p. 600.
18. «La exposición proyectada. Agricultura e industria. Lo que hace falta», *La Agricultura* n° 181, 18-6-96, p. 464.
19. Malaj, Norberto, «Juan B. Justo: ¿Un Lasalle latino-americano ?», *En Defensa del Marxismo* n° 12, Buenos Aires, mayo de 1996.
20. Cité dans Paso, Leonardo, *op. cit.*, p. 87.
21. *Idem*, p. 89.
22. *Idem*, p. 90.
23. «Colonización o latifundios», *La Agricultura* n° 132, 11-7-95, p. 534.
24. «Estancias», *La Agricultura* n° 157, 2-1-96, p. 20.
25. Oddone, Jacinto, *op. cit.*, tomo II, p. 385.
26. Justo, Juan B., *Teoría y práctica de la historia*, Líbera, Buenos Aires, 1969, p. 104.
27. Kautsky, Karl, *A questão agrária (La question agraire)* Proposta, San Pablo, 1980.
28. Cité dans Paso, Leonardo, *op. cit.*, p. 188.
29. *Idem*, p. 189.
30. *Idem*.
31. «La depreciación de nuestra moneda», *La Agricultura*, p. 93, article signé sous le pseudonyme de «Demócrata».
32. Cité dans Paso, Leonardo, *op. cit.*, p. 192.
33. *Idem*, p. 179.
34. «Fenómenos notables en el campo de la evolución económica», *La Agricultura* n° 120, 18-4-95, p. 318.
35. «La industria nacional y las huelgas», *La Agricultura* n° 201, 5-11-96, p. 796.
36. Paso, Leonardo, *op. cit.*, p. 167.
37. *Idem*. Voir également l'article de María Rosa Labastie de Reinhardt, «Una polémica poco conocida. Germán Avé Lallemand - José Ingenieros (1895-1896)», dans *Nuestra Historia* n° 14, Buenos

Aires, avril 1975, p. 86, où la polémique est exposée en détail à partir du *Vorwärts*.

38. Paso, Leonardo, *op. cit.*, p. 167.

39. *Idem*, p. 205.

40. Joll, James, *La Segunda Internacional. Movimiento obrero 1889-1914*, Icaria, Barcelone, 1976.

41. «El 1^o de Mayo de 1890», *Prensa Obrera*, mai 1996.